



2017

BANQUE THALER

**RAPPORT
ANNUEL**

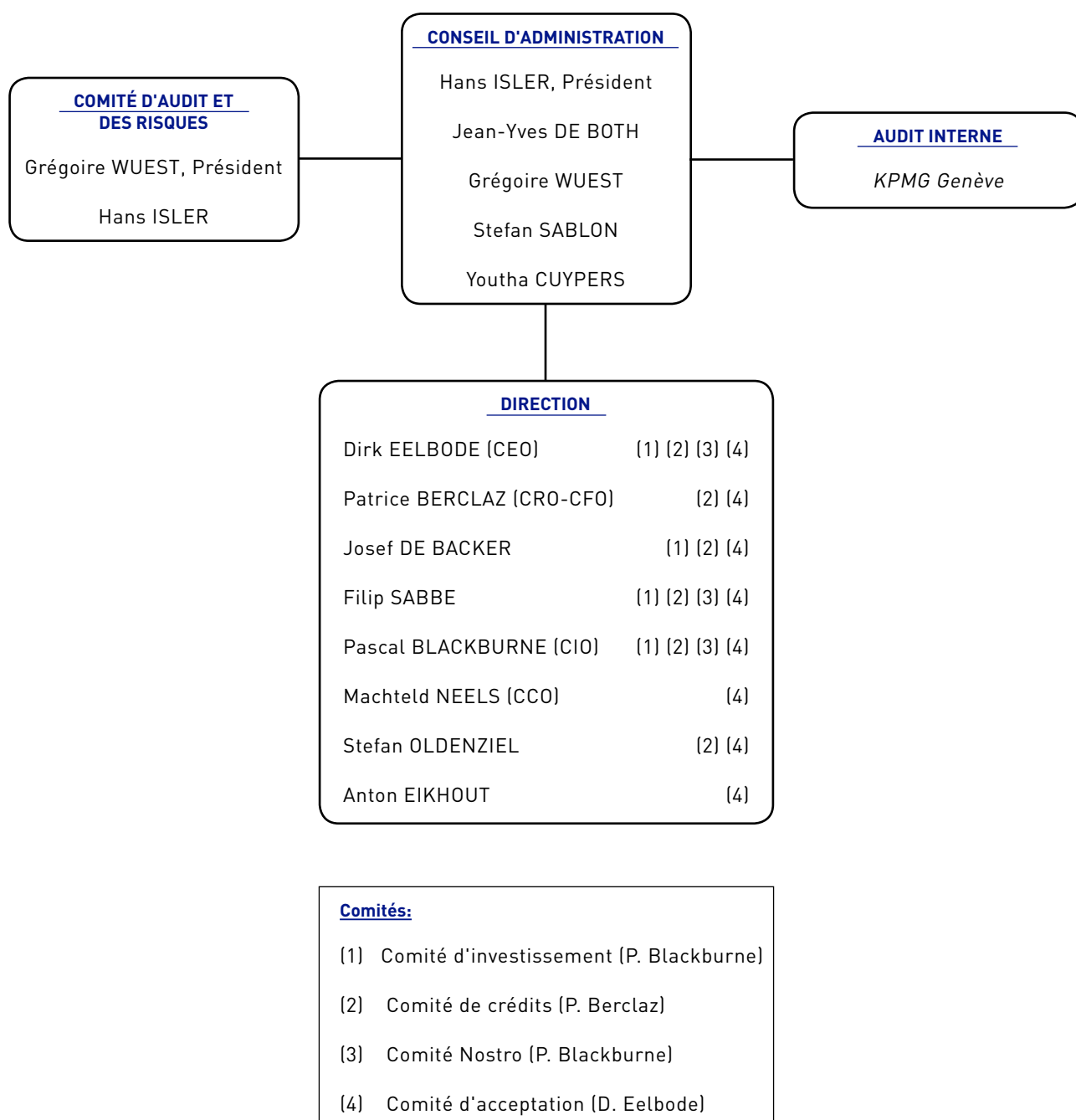
GOVERNANCE DE LA BANQUE

La Banque Thaler SA est constituée en Société Anonyme depuis sa fondation en 1989. Elle est soumise à la Loi sur les Banques et est régie par l'Autorité Fédérale de Surveillance des Marchés Financiers (FINMA), organe de contrôle du système bancaire suisse <http://www.finma.ch/fr>. Notre auditeur externe est la société Ernst & Young SA.

Outre l'assemblée générale et l'organe de révision au sens de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne ("LB") et de la loi sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières ("LBVM"), les organes de la Banque sont :

- le Conseil d'Administration ;

- la Direction.



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est l'organe chargé de la haute direction de la Banque, de la surveillance et du contrôle de la gestion. Il détermine notamment la politique des risques de la Banque et fixe les principes, les compétences en matière de gestion et contrôles des risques encourus.

Le Conseil d'Administration assume les responsabilités suivantes en rapport avec les risques :

- Validation des principes de gouvernance ;
- Détermination de l'appétence aux risques ;
- Monitoring et surveillance du niveau d'exposition de la Banque ;
- Echanges sur la stratégie de mitigation des risques avec la direction ;
- Approbation des nouvelles activités de la Banque susceptibles d'affecter son profil de risque ;
- Validation des reporting internes et externes traitant des risques.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent, mais au moins quatre fois par an, en principe une fois par trimestre.

Dans le cadre de la surveillance de la gestion des risques de la Banque, le Conseil d'Administration a institué un Comité d'Audit et des Risques.

Comité d'Audit et des Risques

Le Comité d'Audit et des Risques est le principal comité du Conseil d'Administration traitant les différentes questions relevant de la gestion des risques et il lui rapporte. Il évalue notamment le concept-cadre pour la gestion des risques à l'échelle de l'établissement et met en œuvre les adaptations nécessaires, il examine et approuve la matrice des risques annuellement et revoit le reporting y relatif.

Le Comité d'Audit et des Risques assume les responsabilités suivantes en rapport avec les risques opérationnels :

- Analyse et préavis au Conseil d'Administration sur le concept cadre et les notions de propension et de tolérance ;
- Suivi et analyse de la matrice des risques et des risques de grande envergure ;
- Revue périodique du reporting.

Les membres du Conseil d'Administration sont :

Hans Isler - Président du Conseil d'Administration - membre indépendant

Né en 1953, citoyen suisse

Formation

Master en sciences économiques, Université de Saint-Gall

Expert-comptable diplômé

Parcours professionnel

Depuis 2012 - Administrateur indépendant

2002 – 2011 Ernst & Young SA, Associé et membre du conseil d'administration

1980 – 2002 Arthur Andersen SA, Fonctions diverses, Associé et membre du conseil d'administration

1978 – 1980 Délégué du Comité International de la Croix Rouge

Jean-Yves de Both - membre indépendant

Né en 1977, citoyen belge

Formation

Brevet d'Avocat

Master of Laws (LL.M.), London School of Economics (GB)

Licence en droit, Universités de Genève (CH) et de Regensburg (Allemagne)

Parcours professionnel

Depuis 2017 - Administrateur indépendant

2002 – 2016 Schellenberg Wittmer, Stagiaire, Collaborateur, Associé et Membre du Comité de Gestion

2001 – 2002 Arthur Andersen, Département Fiscal

Grégoire Wuest - membre indépendant

Né en 1980, citoyen suisse

Formation

Brevet d'avocat (Genève)

Certificat International Business and Finance, Université de New York

LL.M. en droit des affaires, Université de Genève

Licence en droit, Université de Genève

Parcours professionnel

Depuis 2016 - Schellenberg Wittmer, Associé

2010 – 2016 Schellenberg Wittmer, Collaborateur

2005 – 2007 Deloitte, consultant (fiscalité des personnes morales)

Stefan Sablon - membre indépendant

Né en 1959, citoyen belge

Formation

Licence en droit, Université Catholique de Louvain, Belgique

Diplômé en Sciences Fiscales, Ecole supérieure de formation fiscale à Bruxelles

Parcours professionnel

Depuis 1983 - Avocat au Barreau de Bruxelles
Professeur Procédure fiscale à Bruxelles
Rédacteur en chef de la revue "Fiscale Koerier"
Administrateur indépendant

Youtha Cuypers

Née en 1980, citoyenne belge

Formation

Doctorat en Stratégie et Gestion, Tilburg University, Pays-Bas

Master en Stratégie et Gestion (M.Phil), Tilburg University, Pays-Bas

Master en Affaires Internationales (M.Sc), Tilburg University, Pays-Bas

Parcours professionnel

Depuis 2015 - Professeur Assistant, Nova School of Business and Economics,
Lisbonne, Portugal

2010 – 2015 Professeur Assistant, School of Business, University of Hong Kong,
Hong Kong

LA DIRECTION

Dans le cadre de la gestion et du contrôle des risques, la Direction est responsable de mettre en place la politique des risques de la Banque conformément à l'appétit au risque défini par le Conseil d'Administration, tant sur le long terme qu'au quotidien, notamment en mettant en place un système de contrôle interne adéquat et un reporting y relatif.

La Direction assume les responsabilités suivantes en rapport avec les risques, telles qu'évoquées dans le Règlement d'Organisation Interne aux niveaux:

- Conscience des risques et maîtrise des systèmes de contrôle en place ;
- Surveillance des risques et des contrôles liés.

La Direction se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent mais en principe toutes les deux semaines; elle est présidée par le directeur général.

Afin de superviser l'activité opérationnelle de la Banque, la Direction a institué les comités suivants :

Comité de Crédits

Dans le cadre de la gestion et du contrôle des risques, le Comité de Crédits intervient exclusivement au niveau des risques de crédit clients. Il décide, dans le cadre et les limites fixés par le Conseil d'Administration, de l'octroi des crédits, les surveille et veille au maintien constant des marges de garanties et des limites fixées.

Le Comité de Crédits se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent.

Comité d'acceptation

Dans le cadre de la gestion et du contrôle des risques, le comité d'acceptation décide de l'acceptation de l'ouverture de nouveaux comptes pour des clients existants, de nouveaux clients, de nouveaux apporteurs d'affaires, de nouvelles contreparties, de retraits et apports physiques supérieurs à CHF 100'000 et de la clôture de comptes par retraits physiques.

Le Comité d'acceptation se réunit en principe toutes les deux semaines. Il peut se réunir plus souvent si les affaires l'exigent.

Comité Nostro

Dans le cadre de la gestion et du contrôle des risques, le Comité Nostro intervient principalement au niveau des risques de marché et des risques de liquidité (taux). Il prend les décisions d'achat et de vente de titres dans les limites fixées pour les différents portefeuilles de la Banque.

Le comité Nostro se réunit en principe toutes les deux semaines. Il peut se réunir plus souvent si les affaires l'exigent.

Comité d'Investissement

Le Comité d'Investissement décide, dans le cadre du Règlement d'organisation interne, de la politique d'investissement pour le compte des clients et de la Banque et du contrôle de son application.

Le Comité d'Investissement se réunit en principe une fois par mois. Il peut se réunir plus souvent si les affaires l'exigent.

Les membres de la Direction sont :

Dirk Eelbode - Directeur Général

Né en 1967, citoyen suisse et belge

Formation

Master Ingénieur Commercial, Université Catholique de Louvain, Belgique

Parcours professionnel

Depuis 1997 - Banque Thaler, Directeur Général
1991 - 1997 Banque Bruxelles Lambert, diverses fonctions en Belgique, aux Etats-Unis et en Suisse

Patrice Berclaz - Directeur des Finances et Risques

Né en 1960, citoyen suisse

Formation

Diplôme fédéral Ecole de commerce, Collège de St-Maurice

Parcours professionnel

Depuis 1997 - Banque Thaler, CFO/CRO
1994 - 1997 Consultant indépendant dans le domaine informatique bancaire
1991 - 1994 Banque Duménil Leblé, Genève, Directeur administratif
1986 - 1991 Kredietbank Suisse SA, Genève, Chef comptable
1978 - 1986 Différentes banques à Genève, Bâle et Zurich

Joseph De Backer

Né en 1958, citoyen belge

Formation

Master in Economics, Handelshogeschool, Anvers, Belgique

Parcours professionnel

Depuis 2010 - Banque Thaler, Directeur Gestion de Fortune
1998 - 2010 ING, Genève, Regional Relationship Manager
1991 - 1998 KBC, Pays-Bas, Gestion
1980 - 1991 KBC, Belgique, Directeur d'agence

Filip Sabbe

Né en 1960, citoyen belge et suisse

Formation

Licence en Sciences Economiques 1983 à l' Université Catholique de Louvain, Belgique

Parcours professionnel

Depuis 1997 - Banque Thaler, Directeur Gestion de Fortune
1994 - 1997 Banque Bruxelles Lambert, Bâle, Directeur Responsable d'agence
1986 - 1994 Banque Bruxelles Lambert, Bâle, Conseiller Financier et gestion de fortune
1983 - 1986 Professeur de Sciences Economiques, Gabon

Matcheld Neels - Responsable du service juridique, compliance et fichier central

Née en 1972, citoyenne belge

Formation

Master en Sciences Economiques, Université d'Anvers (UFSIA), Belgique,
US Certified Public Accountant (CPA), State of New Hampshire, Etats-Unis

Parcours professionnel

Depuis 2013 - Responsable du service juridique, compliance et Fichier Central
2010 – 2013 Banque Thaler, Compliance Officer
1999 – 2009 PricewaterhouseCoopers, Genève, Senior Manager Audit
1996 – 1999 PricewaterhouseCoopers, Belgique, Senior Audit

Stefan Oldenzien

Né en 1971, citoyen hollandais

Formation

Master en droit fiscal, Université de Groningen, Pays-Bas

Parcours professionnel

Depuis 2017 - Banque Thaler, Directeur Gestion de fortune
2007 – 2017 Banque Van Lanschot, Genève, Directeur Gestion de fortune
2006 – 2007 ING, Genève, Senior Relationship Manager
1999 – 2005 ING, Utrecht Pays-Bas, Relationship Manager
1998 – 1999 Versatel Telecom B.V, Pays Bas, Sales representative
1996 – 1998 PWC, Pays-bas, consultant fiscalité

Anton Eikhout

Né en 1974, citoyen hollandais

Formation

Master en droit fiscal, Université de Utrecht, Pays-Bas

Parcours professionnel

Depuis 2017 - Banque Thaler, Directeur Gestion de fortune
2009 – 2017 Banque Van Lanschot, Genève, Directeur Gestion de fortune
2006 – 2008 ABN AMRO Suisse, Relationship Manager
2001 – 2006 ABN AMRO Amsterdam, Relationship Manager

Pascal Blackburne - Chief Investment Officer

Né en 1983, citoyen suisse et britannique

Formation

Licence en gestion d'entreprise (HEC), Université de Genève
Master en Finance, Universités de Genève, Lausanne et Neuchâtel
Chartered Financial Analyst (CFA)

Parcours professionnel

Depuis 2017 - Banque Thaler, CIO
2014 – 2016 ING Solutions Investment Management (ISIM), Administrateur
2013 – 2016 ING Luxembourg SA, Manager Discretionary, Asset Management
2008 - 2013 ING Luxembourg SA, Portfolio Manager

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET PERSPECTIVES

Lors de la grande crise financière en 2008 les banques centrales ont porté secours aux gouvernements et à la société dans son ensemble en instaurant une politique monétaire accommodante sans précédent. La peur de la déflation, du chômage de masse et le souvenir toujours présent de la dépression des années 30, étaient des raisons suffisantes pour justifier une décision jugée d'intérêt général.

L'idée sous-jacente de cet assouplissement monétaire était de donner le temps indispensable aux gouvernements afin de pouvoir mettre en place les réformes nécessaires et de rendre le système financier plus sûr en instaurant une régulation adaptée. Une décennie s'est écoulée et l'économie mondiale semble être sur la voie d'une croissance solide et synchronisée, ceci sur l'ensemble des continents. Avec la Réserve Fédérale américaine en tête, les banques centrales s'apprêtent à réduire graduellement la perfusion des liquidités et à entamer un cycle haussier des taux directeurs. Le retour à la normale est annoncé.

Ce regain de confiance est-il justifié ?

L'origine de la crise de 2008 se situe dans un endettement excessif de certains acteurs économiques et d'un effet de levier trop important au sein du secteur financier. Force est de constater que l'endettement global mondial se situe au début de 2018 à son niveau le plus élevé. L'endettement public européen passe de 73% en 2009 à 83% aujourd'hui, le seul gouvernement japonais est endetté à hauteur de 200%. La dette totale américaine atteint désormais 250% du PNB tandis que l'endettement total chinois a explosé durant la même période passant de 171% du PNB à 295%. Les finances publiques des pays développés et les bilans des sociétés commerciales sont-elles en mesure d'absorber un coût de financement plus élevé ?

Le secteur financier est certes dans une situation plus solide, les banques ayant augmenté leurs fonds propres et réduit leur levier, mais l'assouplissement monétaire a eu comme conséquence une valorisation des actifs financiers ainsi que des actifs immobiliers qui nous paraît excessive. Une hausse des taux d'intérêts entraînera inévitablement un réajustement à la baisse des marchés financiers causant potentiellement un ralentissement économique. Il nous semble également vraisemblable que bon nombre d'investisseurs dans une recherche désespérée de rendement, dans un univers de taux faibles voir négatifs, se sont fait emporter vers des investissements comportant un risque inhérent non-adapté à leur tolérance au risque. Une soudaine prise de conscience du risque encouru mènera à un réveil douloureux.

L'évolution démographique dans les pays développés couplée à l'absence de réformes structurelles nécessaires au financement des retraites futures placent les états dans une situation délicate nécessitant une action rapide. Certaines mesures ont certes été entamées mais force est de constater que ce processus est loin d'être achevé. La confiance de la population dans la capacité des états souverains à assumer leurs futurs engagements financiers risque tôt ou tard d'être testée.

Finalement l'émergence d'un contexte géopolitique conflictuel semble se profiler. La Chine et la Russie sont sous l'emprise d'un pouvoir total concentré au sein d'une seule personne tandis que le président américain rêverait pour lui-même d'une situation similaire. Autant dire que le fragile équilibre entre les grandes puissances s'est considérablement affaibli augmentant sensiblement la probabilité d'un conflit économique voire militaire. La menace d'une guerre commerciale entre blocs économiques n'est plus théorique mais se met graduellement en place. Il s'agit d'un cocktail dangereux pour lequel les marchés financiers ne sont pas suffisamment préparés.

Notre analyse économique et politique nous amène à choisir une stratégie active et prudente dans le cadre de la gestion des actifs de nos clients.

DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE

L'année 2017 a été synonyme de renouvellement interne et renforcement commercial de la banque. En effet, plusieurs collaborateurs commerciaux nous ont rejoints et au 1 novembre le bureau de Zurich a été ouvert. Ceci porte l'effectif de notre banque à 40 personnes. Il s'agit d'un investissement qui s'inscrit dans la logique et la continuité de la stratégie commerciale de notre organisation.

LES RÉSULTATS FINANCIERS 2017 DE LA BANQUE

Le total des revenus de la Banque pour 2017 est de CHF 25,1 millions, inchangé comparé à l'année précédente. Le résultat des opérations des commissions, qui représente avec 75,8% l'essentiel des revenus, est également resté stable. Une augmentation du résultat des opérations des intérêts de CHF 0,2 million et du résultat des aliénations d'immobilisations financières de CHF 0,2 million ont compensé la diminution de CHF 0,4 million du résultat des opérations de négoce.

Les charges d'exploitation ont augmenté de CHF 1,1 million ou de 8,4%. Cette hausse est attribuable aux investissements liés à la modernisation de notre organisation et l'agrandissement de notre équipe commerciale reflétant nos ambitions de croissance future.

Ainsi, le résultat avant amortissements, provisions et impôts pour l'exercice 2017 atteint CHF 10 millions comparé à CHF 11,1 millions enregistré en 2016.

Suivant sa politique continue de renforcer les fonds propres réglementaires de la Banque, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer un montant de CHF 2 millions aux autres provisions. Ces provisions ne sont pas affectées à des risques d'exploitation et qualifient comme des fonds propres complémentaires supérieurs.

Les taux d'intérêts bas continuent à inciter les clients à disposer de liquidités importantes. Ainsi on observe que les postes du bilan ont été fortement impactés par l'afflux de liquidités détenus pour les clients à hauteur de CHF 70 millions. L'affectation de ces fonds a contribué à une augmentation des avoirs détenus auprès de la Banque Nationale Suisse et auprès d'autres contreparties bancaires. Une autre partie a été absorbée par une augmentation de la demande des clients pour des crédits.

AVOIRS ADMINISTRÉS

Les avoirs administrés au 31 décembre 2017 – sans prise en compte double – totalisent CHF 2'562 millions, comparé à 2'252 millions l'année précédente. Cette évolution se compose d'un apport net de fonds des clients à hauteur de CHF 50 millions, représentant 2,2% des avoirs administrés et par la performance générée au sein des portefeuilles clients de CHF 238 millions (10.1%). A noter que les variations des différentes devises par rapport au CHF ont augmenté la masse des avoirs de la clientèle d'environ 4,6%.

LES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Le total des fonds propres au 31 décembre 2017 pouvant être pris en compte a progressé de CHF 2 millions à CHF 63,1 millions, alors que les fonds propres requis s'élèvent à CHF 15 millions, en augmentation de CHF 1,6 million par rapport à l'année précédente. Le ratio de fonds propres réglementaires disponibles en pourcentage des actifs pondérés (RWA) se monte à 33,73%, niveau considérablement supérieur à l'objectif des fonds propres réglementaires de 10.5%. La Banque poursuit sa politique prudente et s'engage à maintenir un niveau de fonds propres substantiellement plus élevé que les exigences légales.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier l'ensemble du personnel pour son engagement, son intégrité et sa grande fidélité. Un remerciement est également adressé à notre clientèle pour sa loyauté, en l'assurant de notre engagement à travailler avec autant d'enthousiasme et de professionnalisme afin d'honorer la confiance dont nous bénéficions.

Hans Isler
Président du Conseil
d'Administration

Dirk Eelbode
Directeur Général

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

AVEC COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2017 DE BANQUE THALER SA, GENÈVE

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE BANQUE THALER SA, GENÈVE

Genève, le 22 mars 2018

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION SUR LES COMPTES ANNUELS

En notre qualité d'organe de révision, nous avons réalisé l'audit des comptes annuels ci-joints (*pages 8 à 31*) de Banque Thaler SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de financement, l'état des capitaux propres ainsi que l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017.

RESPONSABILITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

RESPONSABILITÉ DE L'ORGANE DE RÉVISION

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

OPINION D'AUDIT

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

RAPPORT SUR D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGALES

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (*LSR*) et d'indépendance (*art. 728 CO*) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

ERNST & YOUNG SA

Stéphane Muller
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)

Loriane Smeyers
Expert-réviseur agréé

ANNEXES

- Comptes annuels
(bilan, compte de résultat, le tableau de financement, l'état des capitaux propres et l'annexe)
- Proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2017

(EN CHF)

	2017	2016
ACTIFS		
Liquidités	78'071'052	69'154'517
Créances sur les banques	165'545'033	127'464'386
Créances sur la clientèle	128'332'248	80'695'109
Opérations de négoce	2'608'085	4'182'687
Valeurs de remplacement positives instruments financiers dérivés	4'916'099	8'391'121
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	25'356'640	26'251'920
Immobilisations financières	13'270'190	11'775'089
Comptes de régularisation	3'452'895	2'536'233
Participations	36'225	33'189
Immobilisations corporelles	3'354'774	3'562'921
Autres actifs	341'291	295'641
TOTAL DES ACTIFS	425'284'532	334'342'813
PASSIFS		
ENGAGEMENTS		
Engagements envers les banques	193'226	11'455
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	332'897'392	242'554'769
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	3'732'282	7'649'444
Comptes de régularisation	3'019'481	2'754'423
Autres passifs	8'473'991	6'077'129
Provisions	32'520'030	30'520'030
TOTAL DES ENGAGEMENTS	380'836'402	289'567'249
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	20'000'000	20'000'000
Réserve légale issue du bénéfice	10'000'000	10'000'000
Réserves facultatives issues du bénéfice	2'500'000	2'500'000
Bénéfice reporté / perte reportée	5'775'564	5'269'964
Bénéfice de l'exercice	6'172'566	7'005'600
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	44'448'130	44'775'564
TOTAL DES PASSIFS	425'284'532	334'342'813
OPERATIONS HORS BILAN		
Engagements conditionnels	2'096'156	1'750'983
Engagements irrévocables	746'000	1'094'000
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	7'816'384	15'324'716

COMPTE DE RÉSULTAT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

(EN CHF)

	2017	2016
Produits des intérêts et des escomptes	1'858'020	1'356'094
Produits des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	907'569	797'149
Produits des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	54'958	72'451
Charges d'intérêts	(741'525)	(393'132)
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊTS	2'079'022	1'832'562
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	19'682'970	20'074'155
Produit des commissions sur les autres prestations de service	404'347	450'081
Charges de commissions	(1'035'004)	(1'436'374)
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE COMMISSIONS ET DES PRESTATIONS DE SERVICE	19'052'313	19'087'862
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR	3'520'075	3'923'762
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	367'545	144'458
Autres produits ordinaires	77'633	72'348
AUTRES RÉSULTATS ORDINAIRES	445'177	216'806
Charges de personnel	(10'630'671)	(10'343'906)
Autres charges d'exploitation	(3'998'215)	(3'150'729)
CHARGES D'EXPLOITATION	(14'628'886)	(13'494'635)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(439'269)	(449'254)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(1'981'399)	(2'052'005)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	8'047'033	9'065'098
Produits extraordinaires	30'800	80'200
Impôts	(1'905'267)	(2'139'698)
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	6'172'566	7'005'600

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(EN CHF)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	2017		2016	
	SOURCES	EMPLOIS	SOURCES	EMPLOIS
FLUX DE FONDS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL (FINANCEMENT INTERNE) :				
Résultat de la période	6'172'566	-	7'005'600	-
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	439'269	-	449'254	-
Provisions et autres corrections de valeur	2'000'000	-	2'000'000	-
Délimitations actives	-	916'662	-	1'011'134
Délimitations passives	265'059	-	-	259'140
Autres positions	2'396'863	48'686	4'811'352	50'179
Dividende de l'exercice précédent	-	6'500'000	-	6'000'000
SOLDE	11'273'756	7'465'348	14'266'205	7'320'453
FLUX DE FONDS DES MUTATIONS RELATIVES AUX PARTICIPATIONS, IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET VALEURS IMMATÉRIELLES :				
Autres immobilisations corporelles	-	231'125	-	82'533
SOLDE	-	231'125	-	82'533
FLUX DE FONDS DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE :				
OPÉRATIONS À MOYEN ET LONG TERME (> 1 AN) :				
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	895'280	-	-	2'340'420
Immobilisations financières	-	1'495'100	1'580'300	-
OPÉRATIONS À COURT TERME :				
Engagements envers les banques	181'771	-	-	13'860
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	90'342'623	-	1'279'829	-
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	-	3'917'162	2'000'889	-
Créances sur les banques	-	38'080'647	22'573'545	-
Créances sur la clientèle	-	47'637'139	21'356'928	-
Opérations de négoce	1'574'602	-	330'492	-
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	3'475'022	-	-	1'911'073
ETAT DES LIQUIDITÉS :				
Liquidités	-	8'916'535	-	51'719'849
SOLDE	96'469'299	100'046'583	49'121'983	55'985'202
TOTAL	107'743'055	107'743'055	63'388'188	63'388'188

ÉTAT DES CAPITAUX PROPRES

(EN KCHF)

2017

	Capital social	Réserve légale issue du capital	Réserve légale issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserves facultatives issues du bénéfice et bénéfice / pertes reporté	Propres parts du capital (poste négatif)	Résultat de la période	Total
CAPITAUX PROPRES AU DÉBUT DE LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE	20'000	-	10'000	-	14'776	-	-	44'776
Dividendes et autres distributions	-	-	-	-	(6'500)	-	-	(6'500)
Bénéfice / Perte (résultat de la période)	-	-	-	-	-	-	6'172	6'172
CAPITAUX PROPRES À LA FIN DE LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE	20'000	-	10'000	-	8'276	-	6'172	44'448

RÉPARTITION DU BÉNÉFICE

(EN CHF)

	2017	2016
Bénéfice	6'172'566	7'005'600
Bénéfice reporté	5'775'564	5'269'964
BENEFICE AU BILAN	11'948'130	12'275'564
Dividende	(6'000'000)*	(6'500'000)
Report à nouveau	5'948'130	5'775'564

* Selon proposition du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale de 22 mars 2018

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2017

1. COMMENTAIRES RELATIFS À L'ACTIVITÉ ET MENTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL

Le siège social de la Banque Thaler S.A. est à Genève, rue Pierre Fatio 3. L'activité principale de la Banque est la gestion de patrimoine ainsi que toutes les opérations bancaires et financières s'y rattachant.

Au 31 décembre 2017, l'effectif du personnel converti en places de travail à temps complet est de 35.4 personnes (33 au 31 décembre 2016).

A l'exception de son système de messagerie de paiements (SWIFT), prestation de service déléguée auprès de Bottomline Technologies Sàrl – Genève, aucune autre activité de la Banque n'est externalisée au sens de la Circulaire FINMA 2008/7 « Outsourcing - banques ».

2. PRINCIPES COMPTABLES ET PRINCIPES D'ÉVALUATION

La tenue de la comptabilité, ainsi que les principes comptables et d'évaluation sont conformes aux normes comptables prescrites dans le Code des Obligations et la Loi Fédérale sur les Banques complétées par les dispositions de son Ordonnance et par les directives de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Les états financiers au 31 décembre 2017 sont présentés conformément aux prescriptions comptables pour les banques, négociants en valeurs mobilières, groupes et conglomérats financiers (PCB).

A) PRINCIPES COMPTABLES

LIQUIDITÉS

Les liquidités sont portées au bilan à leur valeur nominale.

CRÉANCES ET ENGAGEMENTS SUR LES BANQUES ET SUR LA CLIENTÈLE

Ces rubriques sont enregistrées à leur valeur nominale. Les provisions spécifiques constituées en couverture des risques de recouvrement identifiés sont comptabilisées en déduction des postes correspondants à l'actif du bilan lorsqu'il y a lieu.

OPÉRATIONS DE NÉGOCE

Les positions du portefeuille de négoce sont évaluées au cours de marché si elles sont négociées auprès d'une bourse reconnue ou sur un marché représentatif. Si ces conditions ne sont pas remplies, elles sont évaluées selon le principe de la valeur la plus basse entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition. Les valeurs de marché des fonds de placement sont déterminées sur la base des Valeurs Nettes d'Inventaires provisoires et/ou définitives données par les administrateurs.

AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

La Banque peut détenir des investissements en forme de titres de participation dont le risque de marché est couvert par un dérivé. Dans un tel cas, autant la position sous-jacente que les engagements et droits découlant du contrat de couverture sont évalués à la juste valeur et comptabilisés dans la rubrique du bilan « Autres instruments financiers évalués à la juste valeur ».

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont comptabilisées selon le principe de la valeur la plus basse entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur prix d'acquisition, moins les amortissements économiquement nécessaires calculés selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimée des biens aux taux annuels suivants:

- Immeuble 2 %
- Mobilier, Agencement 12.5 %
- Informatique, Machines de bureau 20 %

IMPÔTS

La Banque provisionne les impôts dus sur le bénéfice réalisé ainsi que sur la partie des fonds propres imposables à la fin de l'exercice. Au 31 décembre 2017, les impôts ont été payés sur la base d'une estimation.

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les actifs et passifs exprimés en monnaies étrangères sont convertis en francs suisses aux cours de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et charges exprimés en monnaies étrangères sont convertis en francs suisses aux cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les principaux cours de change appliqués sont les suivants :

		2017	2016
Cours de fin d'année	EUR	1.1697	1.0717
	USD	0.9745	1.0188
Cours moyens	EUR	1.1160	1.0891
	USD	0.9802	0.9877

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les opérations de change à terme sont évaluées au taux de change à terme. Les gains et les pertes non réalisés sont portés au compte de résultat.

La Banque traite des instruments financiers dérivés pour le compte de ses clients. Les opérations effectuées portent principalement sur l'achat et la vente d'options et de futures. La Banque effectue des opérations de change à terme pour compte propre et pour le compte de clients.

Les valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés ouverts au jour de la clôture de l'exercice sont enregistrées dans les rubriques respectives du bilan.

SAISIE DES OPÉRATIONS

Toutes les opérations sont enregistrées dans les livres le jour de leur conclusion et évaluées dès ce jour en vue de la détermination du résultat. L'inscription au bilan des opérations conclues au comptant mais non encore exécutées s'effectue selon le principe de la date de conclusion «Trade date accounting».

B) GESTION DES RISQUES

Conformément à l'article 663b chiffre 12 du Code des Obligations, le Conseil d'administration a procédé à l'évaluation annuelle des risques de la Banque.

RISQUE DE MARCHÉ

La Banque a des activités de négoce restreintes. Elle ne traite pas pour son propre compte des matières premières, des métaux précieux ou encore des futures. Son portefeuille se compose principalement de positions prises sur le marché des titres de participations et comporte des risques sur le marché des devises. La Banque utilise l'approche de minimis afin de déterminer les exigences en fonds propres en matière de risque de changement de taux d'intérêts et de prix des actions et la méthode standard en matière de risque de devises.

La gestion et le suivi des risques de marché sont confiés à la Direction des Marchés dans les limites de délégation accordées par le Conseil d'administration sur la base du règlement d'organisation et de gestion de la Banque. La Direction Administrative vérifie quotidiennement que la Direction des Marchés respecte les limites accordées.

RISQUE DE CRÉDIT

Les limites de crédit sont accordées à la clientèle par le Comité de crédit ou le Conseil d'administration, conformément aux délégations de compétences établies par le règlement d'organisation et de gestion de la Banque. Pour les crédits lombards, les taux d'avance accordés correspondent aux taux usuels de la branche.

Le respect des délégations, le contrôle des lignes autorisées, l'évolution de la qualité des crédits font l'objet d'un suivi régulier.

Les éventuelles créances compromises sont évaluées individuellement et la perte de valeur est couverte par des correctifs de valeurs individuels. Les opérations hors bilan telles que les engagements fermes, garanties et autres instruments financiers dérivés sont compris dans cette évaluation. Une créance est considérée comme compromise lorsque des indices probants indiquent que le débiteur est peu vraisemblablement en mesure de faire face à ses engagements futurs.

RISQUE DE TAUX

La structure de financement de la Banque ne présente pas de risque de taux particulier. Les positions hors bilan de la Banque ne comprennent pas d'instruments dérivés sur taux d'intérêt.

RISQUE DE CHANGE

La Banque utilise des instruments financiers dérivés dans un but de couverture et de gestion des positions en monnaies étrangères du bilan. Ces opérations se font conformément au règlement d'organisation et de gestion.

**PRÉSENTATION DES COUVERTURES DES CRÉANCES
ET DES OPÉRATIONS HORS BILAN AINSI QUE DES CRÉANCES COMPROMISES**

(en KCHF)

Nature des couvertures	Couvertures hypothécaires	Autres Couvertures	Sans Couverture	Total
PRÊTS (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle	-	123'409	4'923	128'332
TOTAL DES PRÊTS (avant compensation avec les corrections de valeur)				
2017	-	123'409	4'923	128'332
2016	-	79'678	1'027	80'705
TOTAL DES PRÊTS (après compensation avec les corrections de valeur)				
2017	-	123'409	4'923	128'332
2016	-	79'678	1'017	80'695
HORS BILAN				
Engagements conditionnels	-	1'896	201	2'096
Engagements irrévocables	-	-	746	746
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	7'761	56	7'816
TOTAL DU HORS BILAN				
2017	-	9'656	1'002	10'659
2016	-	16'696	1'474	18'170

	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés *	Montant net	Corrections de valeur individuelles
CRÉANCES COMPROMISES				
2017	-	-	-	-
2016	9	-	9	9

**RÉPARTITION DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS
ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR (ACTIFS ET PASSIFS)**

(en KCHF)

	2017	2016
ACTIFS		
OPÉRATIONS DE NÉGOCE	2'608	4'183
Titres de dette, papiers/opérations du marché monétaire	236	410
<i>dont cotés</i>	236	410
Titres de participation	2'372	3'772
Autres actifs du négoce	-	1
AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	25'357	26'252
Actions	25'472	26'571
Total Return Swap (TRS)	(116)	(318)
TOTAL DES ACTIFS	27'965	30'435
dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	-	-
dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	-	-

PRÉSENTATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (ACTIFS ET PASSIFS)

(en KCHF)

INSTRUMENTS DE NÉGOCE 2017			
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement Négatives	Volumes des contrats
DEVICES / MÉTAUX PRÉCIEUX			
Contrats à terme	3'691	3'480	556'759
Swaps combinés d'intérêts et de devises	1'220	247	76'569
Options OTC	5	5	746
TOTAL 2017	4'916	3'732	634'074
2016	8'391	7'649	845'170

TOTAL APRÈS PRISE EN COMPTE DES CONTRATS DE NETTING

Valeurs de remplacement positives (Cumulées)	
Année de référence	4'916
Année précédente	8'391

RÉPARTITION DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(en KCHF)

	VALEUR COMPTABLE		JUSTE VALEUR	
	2017	2016	2017	2016
Titres de créance	11'994	10'580	12'154	10'736
- dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)	11'994	10'580	12'154	10'736
Titres de participation	1'277	1'195	2'509	2'188
TOTAL	13'270	11'775	14'663	12'924
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	9'027	8'549	9'187	8'704

RÉPARTITION DES CONTREPARTIES SELON LA NOTATION *

(en KCHF)

	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans Notation
Titres de créance : Valeurs comptable	11'970	-	-	-	-	23

* Les ratings sont exprimés selon la grille de notation de Standard & Poor's

Les créances résultant de papiers monétaires sont reclassifiées dans les immobilisations financières, selon les nouvelles directives PCB

INDICATION DES ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DÉTIENT UNE PARTICIPATION SIGNIFICATIVE, DIRECTE OU INDIRECTE

(en KCHF)

Nom et siège social	Activité		Capital social	Part au capital	Part aux voix	Détention Directe	Détention indirecte
Thaler Assurances S.A. Luxembourg (sans valeur boursière)	Agent en assurances	2017	36 (KEUR 31)	100%	100%	36 (KEUR 31)	-

Le pourcentage de détention en 2016 est le même qu'en 2017

PRÉSENTATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en KCHF)

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31.12.2016	Changements d'Affectation	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Reprises	Valeur comptable au 31.12.2017
Immeubles à l'usage de la banque	5'900	(2'918)	2'982	-	-	-	(118)	-	2'864
Software acquis séparément	2'484	(2'263)	221	-	23	-	(107)	-	137
Autres immobilisations corporelles	2'829	(2'469)	360	-	208	-	(214)	-	354
TOTAL	11'212	(7'650)	3'563	-	231	-	(439)	-	3'355

RÉPARTITION DES AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

(en KCHF)

	AUTRES ACTIFS		AUTRES PASSIFS	
	2017	2016	2017	2016
Les purs comptes d'ordre			8'105	5'052
Les impôts indirects	341	296	369	1'025
TOTAL	341	296	8'474	6'077

**INDICATION DES ACTIFS MIS EN GAGE OU CÉDÉS EN GARANTIE DE PROPRES ENGAGEMENTS
AINSI QUE DES ACTIFS QUI FONT L'OBJET D'UNE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ**

(en KCHF)

	VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS MIS EN GAGE	ENGAGEMENTS EFFECTIFS
TOTAL 2017	17'240	10'616
2016	20'553	10'066

Ces actifs mis en gage sont principalement destinés à garantir des opérations de change à terme auprès d'une contrepartie bancaire.

INDICATION DES ENGAGEMENTS ENVERS LES PROPRES INSTITUTIONS DE PREVOYANCE PROFESSIONNELLE

Au 31 décembre 2017, l'institution de prévoyance professionnelle a des engagements envers la Banque de CHF 211'542 (2016: CHF 267'115). La banque n'a pas d'engagement envers l'institution de prévoyance.

PLANS DE PRÉVOYANCE

La Banque a signé deux contrats d'affiliation auprès d'une fondation collective, institution de prévoyance indépendante appliquant les dispositions légales régissant la prévoyance professionnelle (LPP) en Suisse. Un plan de prévoyance est destiné aux collaborateurs qui ne sont pas membres de la Direction et l'autre plan aux membres de la Direction. Les plans de prévoyance appliqués sont basés sur la primauté des cotisations.

Le traitement des engagements de prévoyance se fonde sur la Swiss GAAP RPC 16. Les cotisations de l'employeur sont enregistrées comme charges courantes de l'exercice.

RÉSERVE DE CONTRIBUTION DE L'EMPLOYEUR

Aucune réserve de cotisations n'a été constituée par l'employeur.

PRÉSENTATION DE L'AVANTAGE / ENGAGEMENT ÉCONOMIQUE ET CHARGES DE PRÉVOYANCE

Pour chaque plan de prévoyance, il y a lieu de déterminer, du point de vue de la société, si le degré de couverture et la situation particulière de l'institution de prévoyance peut conduire à un avantage ou à un engagement économique.

Excédent / insuffisance de couverture	Part économique de la société		Variation de la période	Cotisations ajustées de la période	Charges de prévoyance dans les frais de personnel	
	31.12.2017	31.12.2016			31.12.2017	31.12.2016
Institution de prévoyance sans excédent de couverture en CHF						
-	-	-	-	1'043'610	1'043'610	1'044'831

**PRÉSENTATION DES CORRECTIONS DE VALEUR, DES PROVISIONS ET DES RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX
AINSI QUE DE LEURS VARIATIONS DURANT L'EXERCICE DE RÉFÉRENCE**

(en KCHF)

	Etat au 31.12.2016	Utilisations conformes au but	Reclas- sification	Différences de Change	Intérêts en souffrance, recouvre- ments	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31.12.2017
Provisions pour impôts latents	7'320	-	-	-	-	480	-	7'800
Autres provisions	23'200	-	-	-	-	1'520	-	24'720
TOTAL DES PROVISIONS	30'520	-	-	-	-	2'000	-	32'520

**PRÉSENTATION DU CAPITAL SOCIAL ET INDICATION DES PROPRIÉTAIRES DE CAPITAL
DÉTENANT DES PARTICIPATIONS DE PLUS DE 5% DE TOUS LES DROITS DE VOTE**

(en KCHF)

	2017			2016		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
CAPITAL-ACTIONS / CAPITAL SOCIAL (entièrement libéré)	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000	20'000
	2017			2016		
Propriétaires importants de capital et groupes de propriétaires de capital liés par des conventions de vote	Nominal	Taux de participation en pourcent		Nominal	Taux de participation en pourcent	
avec droit de vote:						
Compagnie Financière Taler, Luxembourg (CFT) dont le capital social est composé de 19'600 actions détenues par :	20'000	100%		20'000	100%	
Famille Robert Cuypers, Portugal	4'542	23,17%		4'542	23,17%	
M. Dirk Eelbode, Genève	4'462	22,77%		4'462	22,77%	
M. et Mme Albert Barroo - Vandamme, Belgique	3'169	16,17%		3'169	16,17%	
M. Filip Sabbe, Genève	2'248	11,47%		2'248	11,47%	
Familles Filip Engelen et Birgit Engelen, Belgique	1'586	8,09%		1'586	8,09%	
Autres	3'593	18,33%		3'593	18,33%	

INDICATION DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS LES PARTIES LIÉES (BILAN ET HORS BILAN)

(en KCHF)

	CRÉANCES		ENGAGEMENTS	
	2017	2016	2017	2016
Participants qualifiés	4'581	5'132	15'418	8'290
Sociétés liées	23	25	750	731
Affaires d'organes	358	543	431	687
	2017	2016		
Commentaires relatifs aux opérations hors bilan :				
Compris dans les créances ci-dessus : Engagements conditionnels :	395	159		
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaire :	886	1'378		
Commentaires relatifs aux conditions :	Les conditions accordées aux parties liées sont les conditions du marché			

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE DES ÉCHÉANCES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

(en KCHF)

	2017							Total
	A vue	Dénonçable		Échéant			Immobilisé	
		Jusqu'à 48h.	Jusqu'à 3 mois	De 3 à 12 mois	De 12 mois à 5 ans	De plus de 5 ans		
ACTIFS / INSTRUMENTS FINANCIERS								
Liquidités	78'071	-	-	-	-	-	-	78'071
Créances sur les banques	117'293	38'252	-	10'000	-	-	-	165'545
Créances sur la clientèle	-	92'940	8'860	26'532	-	-	-	128'332
Opérations de négoce	2'608	-	-	-	-	-	-	2'608
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4'916	-	-	-	-	-	-	4'916
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	25'357	-	-	-	-	-	-	25'357
Immobilisations financières	1'277	-	1'948	3'550	5'302	1'193	-	13'270
TOTAL 2017	229'552	131'192	10'808	40'082	5'302	1'193	-	418'099
2016	208'461	75'585	9'316	26'010	7'450	1'093	-	327'915

FONDS ÉTRANGERS / INSTRUMENTS FINANCIERS

Engagements envers les banques	(193)	-	-	-	-	-	-	(193)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	(332'897)	-	-	-	-	-	-	(332'897)
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	(3'732)	-	-	-	-	-	-	(3'732)
TOTAL 2017	(336'823)	-	-	-	-	-	-	(336'823)
2016	250'216	-	-	-	-	-	-	250'216

**PRÉSENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS RÉPARTIS ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER
SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE**

[en KCHF]

	2017		2016	
	SUISSE	ETRANGER	SUISSE	ETRANGER
ACTIFS				
Liquidités	78'071	-	69'155	-
Créances sur les banques	46'252	119'294	34'329	93'135
Créances sur les clients	20'548	107'784	21'300	59'395
Opérations de négoce	-	2'608	1	4'182
Valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés	4'916	-	8'391	-
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	25'357	-	26'252	-
Immobilisations financières	-	13'270	-	11'775
Comptes de régularisation	3'453	-	2'520	17
Participations	-	36	-	33
Immobilisations corporelles	3'355	-	3'563	-
Autres actifs	341	-	296	-
TOTAL DES ACTIFS	182'293	242'992	165'806	168'537
PASSIFS				
Engagements envers les banques	193	-	11	-
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	56'582	276'316	54'642	187'913
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	3'732	-	7'649	-
Comptes de régularisation	3'005	15	2'754	-
Autres passifs	8'474	-	6'077	-
Provisions	32'520	-	30'520	-
Capital social	20'000	-	20'000	-
Réserve légale issue du bénéfice	12'500	-	12'500	-
Bénéfice reporté / perte reportée	5'776	-	5'270	-
Bénéfice / perte (résultat de la période)	6'173	-	7'006	-
TOTAL DES PASSIFS	148'954	276'330	146'430	187'913

RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS PAR PAYS PAR GROUPES DE PAYS (PRINCIPE DU DOMICILE)

(en KCHF)

	2017		2016	
	VALEUR ABSOLUE	PART EN %	VALEUR ABSOLUE	PART EN %
ACTIFS				
Afrique	5'332	1,25%	4'627	1,38%
Asie	27'201	6,40%	8'528	2,55%
Caraïbes	4'924	1,16%	5'201	1,56%
Europe	184'924	43,48%	132'179	39,52%
Amérique latine	11	0,00%	66	0,02%
Amérique du Nord	17'092	4,02%	17'849	5,34%
Océanie	3'508	0,82%	87	0,03%
Suisse	182'293	42,86%	165'806	49,60%
TOTAL DES ACTIFS	425'285	100%	334'343	100%

RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS SELON LA SOLVABILITÉ DES GROUPES DE PAYS (DOMICILE DU RISQUE)

EXPOSITIONS NETTES À L'ÉTRANGER

	2017		2016	
	EN KCHF	PART EN %	EN KCHF	PART EN %
TABLE DE NOTATION STANDARD & POOR'S				
AAA à AA-	180'764	85,31%	109'921	68,53%
A+ à A-	6'048	2,85%	3'765	2,35%
BBB+ à BB-	17'028	8,04%	13'633	8,50%
B+ à B-	1'148	0,54%	457	0,28%
Sans notation	6'911	3,26%	32'617	20,34%
TOTAL	211'899	100%	160'389	100%

La banque se base principalement sur les notations de l'agence Standard & Poor's pour calculer son exposition à l'étranger

PRÉSENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS RÉPARTIS SELON LES MONNAIES

(en KCHF)

	2017				
ACTIFS	CHF	EUR	USD	AUTRES	TOTAL
Liquidités	77'481	544	29	17	78'071
Créances sur les banques	25'107	93'067	20'110	27'260	165'545
Créances sur les clients	57'874	62'444	3'654	4'360	128'332
Opérations de négoce	-	1'088	1'486	34	2'608
Valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés	4'916	-	-	-	4'916
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	25'357	-	-	-	25'357
Immobilisations financières	-	8'164	5'106	-	13'270
Comptes de régularisation	3'299	95	57	2	3'454
Participations	-	36	-	-	36
Immobilisations corporelles	3'355	-	-	-	3'355
Autres actifs	341	-	-	-	341
Total des actifs bilancaires	197'731	165'438	30'443	31'673	425'285
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant et à terme	25'142	301'846	240'211	66'875	634'074
TOTAL DES ACTIFS	222'873	467'284	270'653	98'548	1'059'358

	2017				
PASSIFS	CHF	EUR	USD	AUTRES	TOTAL
Engagements envers les banques	1	72	120	-	193
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	35'821	223'449	45'842	27'787	332'897
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	3'732	-	-	-	3'732
Comptes de régularisation	3'019	-	-	-	3'019
Autres passifs	5'421	312	2'741	-	8'474
Provisions	32'520	-	-	-	32'520
Capital social	20'000	-	-	-	20'000
Réserve légale issue du bénéfice	12'500	-	-	-	12'500
Bénéfice reporté / perte reportée	5'776	-	-	-	5'776
Bénéfice / perte (résultat de la période)	6'173	-	-	-	6'173
Total des passifs bilancaires	124'962	223'833	48'703	27'787	425'285
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant et à terme	96'984	243'254	222'058	70'593	632'890
TOTAL DES PASSIFS	221'946	467'087	270'761	98'380	1'058'175
POSITION NETTE PAR DEVISE	927	197	(108)	168	

RÉPARTITION DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

(en KCHF)

	2017	2016
Engagements de couverture de crédit et similaires	2'096	1'751
TOTAL DES ENGAGEMENTS CONDITIONNELS *	2'096	1'751

* Il s'agit essentiellement de garanties émises en faveur d'organismes de cartes de crédit

RÉPARTITION DES OPÉRATIONS FIDUCIAIRES

(en KCHF)

	2017	2016
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	207'349	153'993

PRÉSENTATION DES AVOIRS ADMINISTRÉS ET PRÉSENTATION DE LEUR ÉVOLUTION

(en KCHF)

a) RÉPARTITION DES AVOIRS ADMINISTRÉS	2017	2016
Genre d'avoirs administrés :		
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	2'112	64'037
Avoirs sous mandat de gestion *	1'410'999	1'310'964
Autres avoirs administrés	1'151'145	970'591
TOTAL DES AVOIRS ADMINISTRÉS (y.c. prises en compte doubles)	2'564'257	2'345'592
- dont prises en compte doubles	2'112	64'037
TOTAL DES AVOIRS ADMINISTRÉS (sans prises en compte doubles)	2'562'144	2'281'555

b) PRÉSENTATION DE L'ÉVOLUTION DES AVOIRS ADMINISTRÉS

TOTAL DES AVOIRS ADMINISTRÉS INITIAUX (y.c. prises en compte doubles)	2'345'592	2'440'807
+/- Apports nets d'argent frais / retraits nets	50'039	(98'772)
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	238'379	113'157
+/- Evolution des avoirs prises en compte doubles	(69'753)	(109'600)
TOTAL DES AVOIRS ADMINISTRÉS FINAUX (y.c. prises en compte doubles)	2'564'257	2'345'592

- Les intérêts, commissions et frais ne sont pas inclus dans le calcul du Net New Money.

- Les cours de change appliqués sont ceux de fin d'année.

* Les avoirs sous mandat de gestion incluent les avoirs pour lesquels la Banque est mandatée comme tiers-gérant.

RÉPARTITION DU RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR (en KCHF)

	2017	2016
a) RÉPARTITION SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉS		
Opérations de négoce combinées	3'520	3'924
TOTAL	3'520	3'924
b) RÉSULTAT PROVENANT DE L'UTILISATION DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR		
RÉSULTAT DE NÉGOCE PROVENANT DES :		
- Titres de participation (y c. les fonds)	(609)	(398)
- Devises	4'129	4'322
TOTAL DU RÉSULTAT DE NÉGOCE	3'520	3'924
dont provenant de l'option de la juste valeur	(895)	(726)
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les actifs	(895)	(726)
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les engagements	-	-

RÉPARTITION DES CHARGES DE PERSONNEL (en KCHF)

	2017	2016
Appointements (jetons de présence et les indemnités fixes aux organes de la banque, appointements et les allocations supplémentaires)	8'315	8'012
Prestations sociales	1'744	1'731
Autres charges de personnel	572	601
TOTAL	10'631	10'344

RÉPARTITION DES AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION (en KCHF)

	2017	2016
Coûts des locaux	355	298
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	1'233	1'160
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	52	16
Honoraires de la société d'audit (art. 961a ch. 2 CO)	278	263
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	278	258
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	-	5
Autres charges d'exploitation	2'079	1'414
TOTAL	3'998	3'151

COMMENTAIRES DES PERTES SIGNIFICATIVES, DES PRODUITS ET CHARGES EXTRAORDINAIRES AINSI QUE DES DISSOLUTIONS SIGNIFICATIVES DE RÉSERVES LATENTES, DE RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX ET DE CORRECTIONS DE VALEURS ET PROVISIONS LIBÉRÉES

La Banque n'a enregistré ni pertes significatives, ni dissolutions de réserves durant l'exercice sous revue. Des produits extraordinaires sont comptabilisés pour **KCHF 31**, provenant de revenus et ajustements comptables d'exercices antérieurs.

PRÉSENTATION DES IMPÔTS COURANTS ET LATENTS

(en KCHF)

	2017	2016
Charges relatives aux impôts courants	1'905	2'140
TOTAL DES IMPÔTS	1'905	2'140
Taux d'imposition moyen	23,26%	22,98%

PUBLICATION DES FONDS PROPRES ET DES LIQUIDITÉS (BÂLE III)

La Banque Thaler S.A., Genève, publie ci-après les états réglementaires concernant l'adéquation des fonds propres selon les normes requises par l'Ordonnance sur les fonds propres et la répartition des risques (OFR) ainsi que les informations relatives au ratio de liquidité à court terme (LCR) établi selon les dispositions de l'Ordonnance sur les liquidités (OLiq).

Cette publication s'appuie sur la circ.-FINMA 2016/1 « Publication – banques », Exigences de publication liées aux fonds propres et à la liquidité, et plus particulièrement sur le chiffre marginal 13.

Genève, mars 2018

PRÉSENTATION DES FONDS PROPRES POUVANT ÊTRE PRIS EN COMPTE (en KCHF)

	2017	2016
FONDS PROPRES PRIS EN COMPTE		
Capital	20'000	20'000
Réserves appartenantes	12'500	12'500
Bénéfice reporté	5'948	5'776
FONDS PROPRES DE BASE DURS BRUTS	38'448	38'276
Autres éléments à reporter en déduction des fonds propres	-36	-315
FONDS PROPRES DE BASE DURE NETS (CET I)	38'412	37'961
Fonds propres complémentaires supérieures T2 et supplémentaires AT1	24'720	23'200
TOTAL DES FONDS PROPRES POUVANT ÊTRE PRIS EN COMPTE	63'132	61'161

PRÉSENTATION DES FONDS PROPRES MINIMAUX NÉCESSAIRES (en KCHF)

		2017	2016
FONDS PROPRES REQUIS			
	Approche		
Risque de crédit	AS-BRI	10'822	9'212
Risque non liés à des contreparties	AS-CH	268	285
Risque de marché - devises	De Minimis	167	117
Risque opérationnels	Indicateur de base	3'713	3'823
TOTAL DES FONDS PROPRES NÉCESSAIRES		14'972	13'437
SURPLUS DE COUVERTURE EN FONDS PROPRES		48'160	47'724

RATIO DE FONDS PROPRES

(en KCHF)

	2017	2016
Positions pondérées en fonction des risques (RWA)	187'150	167'963
Ratio CET1 (fonds propres de base durs en % des RWA)	20,52%	22,60%
Ratio T1 (fonds propres de base en % des RWA)	20,52%	22,60%
Ratio relatifs aux fonds propres réglementaires totaux (en % des RWA)	33,73%	36,41%
Exigences en CET1 selon les dispositions transitoires de l'OFR (en % des RWA)	5,75%	5,75%
dont volant de fonds propres selon l'OFR (en % des RWA)	1,25%	1,25%
dont volant anticyclique de fonds propres (en % des RWA)	0,00%	0,00%
Dont volant relatif aux établissements systémiques (en % des RWA)	0,00%	0,00%
CET1 disponible pour couvrir les exigences minimales et exigences en volants (en % des RWA)	19,03%	-
Objectif du CET1 selon Circ.-FINMA 11/2 majoré du volant anticyclique (en % des RWA)	7,00%	7,00%
CET1 disponible (en % des RWA)	19,03%	-
Objectif de fonds propres T1 selon Circ.-FINMA 11/2 majoré du volant anticyclique (en % des RWA)	8,50%	8,50%
T1 disponible (en % des RWA)	19,03%	-
Objectif de fonds propres réglementaires selon Circ.-FINMA 11/2 majoré du volant anticyclique (en % des RWA)	10,50%	10,50%
Fonds propres réglementaires disponibles (en % des RWA)	33,73%	36,41%

RATIO DE LEVIER

(en KCHF)

	2017	2016
Exposition globale soumise au ratio de levier	449'826	352'623
Fonds propres de base (tier 1)	38'412	37'961
Ratio de levier	8,50%	10,80%

INFORMATIONS SUR LE RATIO DE LEVIER

Les exigences de fonds propres non pondérées (ratio de levier) doivent être publiées à partir de l'exercice 2015. La valeur indicative et non contraignante est actuellement de 3 %; elle peut varier en fonction de la période observée (2015 à 2018). Le ratio de levier de la Banque Thaler est de 8,50 %.

RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME (LCR)

(moyennes en KCHF)

	1^{er} trim. 2017	2^e trim. 2017	3^e trim. 2017	4^e trim. 2017
Somme des actifs liquides de haute qualité (HQLA)	77'765	67'092	65'286	69'442
Somme nette des sorties de trésorerie	27'087	27'832	27'754	33'941
Ratio de liquidité à court terme LCR	287,1%	241,1%	235,2%	204,6%

INFORMATIONS SUR LES EXIGENCES DE LIQUIDITÉS

L'ordonnance du 30 novembre 2012 sur les liquidités (OLiq) impose aux banques un montant équitable d'actifs liquides de premier ordre et non grevés (HQLA), qui leur permette de faire face 30 jours durant à un scénario de crise élaboré par la FINMA. Les banques qui ne sont pas d'importance systémique doivent avoir en 2017 un LCR minimum de 70 %.

La Banque Thaler, qui ne présente pas de risque systémique, satisfait aux exigences LCR et affiche les moyennes trimestrielles sur une base mensuelle.

